



Tri de bouteilles récupérées
par la filière populaire au
marché Dantokpa,
Cotonou (Bénin)



Ceda

Ceda

Recherche d'espaces pour le dialogue, la prise de conscience et l'organisation en vue de l'action dans la commune urbaine

Contexte et enjeux

Situé dans l'arrondissement de Godomey à la périphérie Ouest de Cotonou mais rattaché à la commune d'Abomey-Calavi (ancienne sous-préfecture), Togoudo est administrativement un village qui est passé de 5 000 à 43 000 habitants en 10 ans (24 % p.a.). Présentant les caractéristiques des banlieues des grandes villes africaines (forte croissance démographique, pression foncière, pénurie des services de base d'eau, de santé, d'éducation, d'électricité, de traitement des déchets, faiblesse de l'emploi, structuration de nouvelles relations sociales), les enjeux de cette zone péri-urbaine en phase de « transition urbaine » s'articulent autour de l'amélioration du cadre de vie et de la réduction de la pauvreté. Ce « village » urbain, en cours de lotissement, offre autant de lieux de dépôts « sauvages » pour les déchets domestiques. La recherche d'espaces sociaux et institutionnels pour la prise de conscience, le dialogue et l'organisation en vue d'actions, apparaît donc nécessaire pour répondre aux enjeux liés au traitement et à la gestion des déchets.

Objectifs de l'action

Les objectifs de l'action étaient de répondre aux questions suivantes :

– quels sont les espaces locaux qui présentent un potentiel pour un dialogue en matière de gestion des déchets et des domaines connexes (eau, hygiène, assainissement, santé) ?

- comment se caractérisent les acteurs impliqués dans la gestion de ces espaces (perception et comportement, rationalité des acteurs) ?
- quels sont les lieux de pouvoir qui favorisent des changements de perception et de comportement ?
- comment faire émerger le dialogue entre les acteurs ?
- quelles recommandations peuvent être formulées pour améliorer la gestion des déchets ?

Description de l'action

L'étude s'est basée sur l'hypothèse principale d'une dichotomie dans la compréhension de la problématique des déchets par les différentes parties prenantes. S'appuyant sur une riche exploitation documentaire, l'action, à partir d'une approche anthropologique originale, s'est attachée à étudier les discours, les connaissances et les comportements de l'ensemble des acteurs concernés par la thématique (habitants, acteurs collectifs et associatifs, opérateurs de la filière déchets, acteurs institutionnels, techniciens, décideurs, etc.). Les enquêtes ont été menées par rapport aux enjeux politiques, administratifs et sociaux.

Résultats obtenus

• Des perceptions multiples et « conjoncturelles »

Les différents acteurs impliqués ont des perceptions différentes, voire contradictoires des déchets. L'étude constate

qu'en milieu populaire par exemple, les habitants jettent peu d'objets, considérant qu'ils peuvent les recycler ou les mettre à côté « au cas où ». Ces différences de perception entre acteurs s'expliquent par :

- leur culture (capital de connaissances et normes « sociales ») ;
- leur mise en situation sociale (place dans la société, statut) ;
- des intérêts propres à chacun à court, moyen ou long terme ;
- des pressions de tout type exercées par les cultures techniques « modernes » (médecin, technicien, etc.) ;
- des enjeux et leur hiérarchie au moment de l'action.

La multitude de facteurs modelant les perceptions explique le décalage entre les pratiques effectives des acteurs et leurs connaissances, mais également les incompréhensions entre eux.



Ceda

• Les lieux de pouvoir

Les lieux de pouvoir sont les différentes formes d'autorité matérielle ou occulte, visible ou non-visible dans les communautés qui influent sur le comportement des populations. La position sociale ne suffit pas toujours (médecin, directeur d'école, etc.) ; seuls certains personnages disposent de légitimité aux yeux de la population, mais pas nécessairement aux yeux des autorités administratives ou techniques. Ces lieux de pouvoir sont multiples, en évolution et parfois en synergie mais aussi en situation de conflit latent. Les lignages des anciens propriétaires coutumiers de la zone se trouvent parfois en désaccord avec le chef de village, élu en 1990, qui doit concilier leurs intérêts – et les siens – avec ceux des nouveaux habitants et de l'administration locale ainsi que ceux des nouveaux pou-

voirs sociaux (directions d'écoles et de centres de santé privés, groupes de fonctionnaires...) et économiques (producteurs divers et commerçants). Les enjeux actuels du pouvoir sont surtout liés aux questions foncières, à la mise en place des services sociaux de base et à l'accès aux opportunités économiques.

• Le décalage entre discours et pratiques

Des décalages existent entre le discours et les pratiques au sein d'une catégorie d'acteurs donnée, mais aussi entre des catégories d'acteurs différentes. Ainsi, face à un technicien, le récit d'un habitant sur ses comportements en matière d'hygiène ne reflète pas nécessairement la réalité. Également, les pratiques d'hygiène à risque d'un habitant, pouvant être légitimées au regard de sa position sociale, se heurteront à un jugement négatif et souvent dérogatoire par le technicien. Ces décalages brouillent la compréhension du sujet pour tous les acteurs et doivent être « décryptés » par les intéressés pour promouvoir une démarche participative.

• Les filières de traitement des déchets et des initiatives locales

Les différences dans la perception de ce qui constitue des déchets ainsi que la domination du discours des techniciens, « intellectuels » et décideurs, masquent l'existence d'une véritable filière de traitement des déchets, créée sur la base des pratiques populaires (on ne jette pas des déchets « n'importe où », comme le disent les techniciens, mais dans des lieux précis, y compris des tas sauvages) et des initiatives locales de pré-collecte et de collecte.

• La nécessaire compréhension entre les acteurs

Perceptions différentes et incompréhensions entre acteurs sont autant de freins pour l'action. Celle-ci sera d'autant plus efficace que chaque catégorie d'acteurs connaît, comprend et tient compte de la perception et des comportements des autres catégories. Mais cette compréhension se heurte à des jugements de valeur, qui sont aussi forts parmi les techniciens et décideurs par rapport aux « populations » que parmi les couches populaires qui eux jugent souvent très sévèrement les techniciens et décideurs. La capacité d'écouter et de dialoguer semble être souvent réduite par des préjugés qui déforment la perception de « l'autre » et de son comportement. Ces préjugés seront à aborder de front dans la promotion du dialogue. Il s'agit notamment de faire admettre par les techniciens et décideurs que les initiatives prises par les acteurs du milieu populaire pourraient contribuer valablement à une amélioration du traitement des déchets.

Les espaces de dialogue

Les espaces sociaux et physiques de dialogue sont déjà le cadre de l'élaboration des initiatives et des actions qui existent actuellement pour traiter les déchets. Mais ces espaces regroupent très rarement les techniciens et décideurs avec les habitants ou les représentants des organisations qu'ils se donnent. La commune gagnerait à utiliser ces espaces et à promouvoir des échanges entre les différentes parties prenantes. Elle disposerait ainsi d'un cadre de réflexion pour traiter la problématique des déchets.

Impacts et perspectives

Cette action a montré à Togoudo l'existence d'espaces de dialogue initiés par les populations qui servent de cadre d'actions à la base pour améliorer le cadre de vie. Ils constituent des opportunités pour élaborer des stratégies de développement local que peuvent adopter les nouvelles communes. Ces espaces sont les lieux privilégiés pour l'information, l'éducation, la communication (IEC) et la prise de décision. L'espace de dialogue peut alors devenir espace de négociation et se lier aux espaces formels de la décentralisation. Mais l'exploitation de ces espaces nécessite que les différents acteurs acceptent d'écouter l'autre, d'où l'intérêt d'une médiation par des personnes formées à la tâche.

Quels enseignements tirer ?

En apportant un éclairage nouveau sur les perceptions du déchet et les décalages dont il fait l'objet, l'action propo-

se des clés pour la compréhension des jeux d'acteurs. Les propositions aux élus communaux pour promouvoir et bénéficier des espaces de dialogue sortent de la thématique exclusive des déchets et concernent les problématiques de service public. Au-delà des enseignements, l'action a révélé la faiblesse de la maîtrise du concept et des pratiques d'IEC, une démarche pourtant nécessaire pour la mise en oeuvre d'espaces de dialogue. Cette réflexion sur la recherche du dialogue pose également la question de la limite à la recherche du consensus local et du lieu ultime de la décision et de la responsabilité.

Thèmes de recherche : Gestion populaire de l'assainissement (pratiques, attitudes, comportements et demande) – Éducation à l'hygiène et promotion de l'assainissement – La commune face à la gestion des déchets

Budget : 41 000 euros

Mots clés : Lieux de pouvoir, espaces de dialogue

Partenaires associés : Crepa Bénin, DCAM Bénin (Développement communautaire et assainissement du milieu)

CONTACTS

Philip Langley, Alfred Mondjanagni,

Ceda (Centre pour l'environnement et le développement en Afrique)

03 BP 3917, Cotonou, Bénin

T. 229 32 76 11/12 – F. 229 32 80 91

Courriel : cedaong@yahoo.fr - cedafrique@hotmail.com